

La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1153 - mai 2014 **SOMMAIRE :**

• ACTUALITÉ

page 2 *Au fil des jours*

JEAN-PIERRE MON constate, citant des chiffres officiels, que la crise n'est pas finie, et que les dirigeants des multinationales s'accordent des bonus aussi indécents qu'injustifiables.

page 3 *Le rêve et la réalité*

JEAN-PIERRE MON s'appuie sur des études espagnoles pour rappeler que ce qui avait été promis de l'Union Européenne n'existe pas : elle doit être "démontée" puis reconstruite sur d'autres bases.

• RÉFLEXION

page 7 *La peau du modèle social !!*

CHRISTIAN AUBIN dénonce les gouvernants des pays membres de l'Union Européenne qui détruisent le modèle social qui prévalait, au bénéfice d'un capitalisme destructeur, caché sous une pseudo-démocratie.

• LECTURES

page 10 *Le mythe de la croissance durable*

JACQUES HAMON présente "La crise incomprise" de Sungerland et Van Mourik

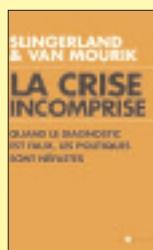
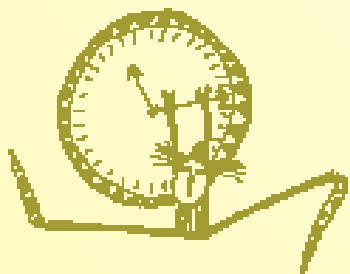
page 11 *La face cachée du Mondial et des JO*

MARIE BONSENS invite à méditer "La coupe est pleine", publié par le CETIM

• TRIBUNE LIBRE

page 12 *La politique et la com*

page 14 *On n'est pas sorti de l'auberge libérale !*



LA CRISE EST FINIE !

En cette période d'élections européennes où l'abstention semble devoir battre tous ses records, les ministres européens font assauts de communiqués pour faire croire que les politiques d'austérité ont porté leurs fruits et que la "crise" est finie. Le cas de la Grèce est particulièrement significatif¹. À Athènes, au mois d'avril, Angela Merkel a salué les efforts du peuple grec et le premier ministre grec s'est réjoui : « nous avons montré que la Grèce se tient à nouveau sur ses pieds ». Ce n'est pourtant pas le cas pour de nombreux Grecs dont un quart sont exclus du système de santé publique et dont 23,7% vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Il suffit d'ailleurs de consulter l'évolution des chiffres des principaux indicateurs économiques fournis par la Banque de Grèce, pour voir qu'il n'y a pas d'amélioration mais au contraire une détérioration des performances :

1
Le Monde,
10/05/2014.

2
Le Monde
Eco&Entreprises,
27-28/04/2014.

3
Le Monde
Eco&Entreprises,
10/05/2014

	2008	2013	variation
PIB(€)	233,2 milliards	182,1 milliards	- 28 %
Dette	112,9% du PIB	175,1% du PIB	+ 65 %
Déficit budgétaire	- 9,8%	- 2, 1%	
Chômage	+ 7,6%	+27, 3%	
Dépôts bancaires(€)	280,4 milliards	212,8 milliards	-29,5 %
Salaires			-13,8 %

DU RIFIFI CHEZ LES ACTIONNAIRES

La révolution a failli éclater² chez Barclays, (troisième établissement bancaire du Royaume-Uni), au cours de son assemblée générale annuelle le 23 avril, car un tiers des actionnaires votant ont refusé d'approuver le rapport sur les rémunérations des dirigeants. Ils voulaient ainsi protester contre la hausse des bonus proposée alors que la rentabilité de la banque est en baisse.

Même type de fronde, à quelques milliers de kilomètres de là, à Atlanta, chez Coca-Cola où les actionnaires protestaient contre un plan destiné à transférer un paquet d'actions de près de 12,3 milliards d'euros aux 6.400 principaux dirigeants du groupe (en gros 1,82 millions d'euros par personne !). Mais, rassurez-vous, dans les deux cas, la révolte n'a été que symbolique : les assemblées générales ont fini par voter ce qu'on leur demandait. Le plus surprenant, c'est que ceux qui ont lancé la contestation ne sont pas d'affreux gauchistes mais de fervents défenseurs du capitalisme tels l'assureur Standard Life chez Barclays et, chez Coca-Cola, le célèbre Warren Buffet qui s'est finalement réfugié dans une abstention significative, sans doute par fidélité à la firme.

Les dirigeants ont finalement sauvé leurs bonus, mais il n'en a pas été de même pour les salariés.

LA RESTRUCTURATION DE BARCLAYS

Quinze jours après, Antony Jenkins, directeur général de Barclays, annonçait le recentrage du groupe sur son "cœur de métier", la banque de détail, c'est-à-dire sur le prêt d'argent aux parti-

culiers et aux entreprises, la banque d'investissement devenant une activité annexe réduite³. Cette réforme se traduira par la suppression de 19.000 emplois au cours des trois prochaines années, l'accélération de l'automatisation permettant dans le même temps de réduire le nombre d'agences. Une structure de "défaillance" sera mise en place pour accueillir les activités dont Barclays compte se débarrasser : introductions en Bourse, matières premières, produits dérivés (en partie) et ses activités de banque de détail en Italie, France, Espagne et Portugal. Le tout correspond à environ 115 milliards d'euros d'actifs à risques. À l'issue de cette restructuration, la banque d'investissement ne représentera plus que 30% du groupe (au lieu d'un peu plus de 50% aujourd'hui).

Ce grand recentrage de Barclays ne diffère pas beaucoup de ceux opérés par ses rivaux HSBC, Royal Bank of Scotland, Llyods Banking Group... ils utilisent les mêmes méthodes : réductions d'effectifs, contrôle des coûts, baisse des risques... Et l'essentiel, selon Jenkins, les coupes dans la banque d'investissement doivent aussi permettre de re-équilibrer les dividendes des actionnaires. Pour les récompenser d'avoir accepté le maintien des bonus ?

UN PROBLÈME POLITIQUE

Même si Pierre Briançon² remarque que « la question de la rémunération des dirigeants d'entreprises a fini par devenir un problème politique et social autant qu'économique », l'austérité reste de rigueur pour la grande majorité de la population et les salaires réels baissent. Selon ce journaliste, le système n'est plus régulé (l'a-t-il été un jour ?) par le contrepoids des actionnaires et, restreints à leur cadre national, les gouvernements n'ont guère les moyens d'intervenir. Les entreprises "se régulent" donc comme elles l'entendent.

Mais quelles justifications leurs dirigeants peuvent-ils donner à l'envol de leurs rémunérations? —La théorie libérale leur en fournit deux :

- c'est le jeu de l'économie de marché, la nécessité de conserver les "compétences" (argument principalement utilisé dans la banque) ;
- c'est la récompense des résultats obtenus, de la performance. Il serait ainsi normal qu'une distribution gratuite d'actions vienne récompenser un PDG dont le travail aurait fait monter le cours en Bourse de son entreprise. En réalité, le cours d'un titre dépend surtout du contexte et des fluctuations générales du marché, le lien avec le travail d'un PDG est donc ténu... Et les libéraux ajoutent « après tout, les rémunérations des dirigeants dans le secteur privé ne font de mal à personne, si ce n'est aux actionnaires qui conservent toujours la faculté de sanctionner les dirigeants trop gourmands... Que viendrait faire l'État dans cette affaire? »².

Jean-Pierre MON

Les élections au Parlement européen du 25 mai pourraient être, pour de nombreuses raisons, les plus importantes de l'histoire de l'Union européenne. Il a paru bon à JEAN-PIERRE MON d'en rappeler brièvement la création et de voir ce qu'elle est devenue depuis. Mais pour ne pas rester dans la seule optique française, il a traduit et utilisé plusieurs études espagnoles dont il indique la source en références^{1,2}.



Le rêve et la réalité

L'Union Européenne (UE) est l'espace économique politiquement intégré le plus grand du monde. Elle représente moins de 8% de la population mondiale, génère environ 25% de la production totale de la planète et ses dépenses sociales sont de l'ordre de 50% du total de celles du monde entier. C'est ce que la Chancelière Allemande Angela Merkel appelle en raccourci «l'idéologie 7%-25%-50%».

LES FONDEMENTS

L'Union Européenne s'est construite, après 1945, pour diverses raisons et dans différents buts :

- En France, dans un but stratégique pour "contenir" militairement l'Allemagne ;
- En Allemagne Fédérale (la demie Allemagne, occupée et soumise), dans l'idée qu'une certaine intégration était l'unique moyen de parvenir à une future réunification et de récupérer une souveraineté acceptée par les autres nations ;
- L'UE intéressait aussi les États-Unis car elle leur permettait d'accroître leur domination et d'organiser un bloc occidental européen fort contre l'URSS et le bloc de l'Est.

Pour faire cohabiter ces projets, il fallait leur trouver un dénominateur commun : bâtir une Europe occidentale prospère et stable et, pour cela, créer l'interdépendance et l'intégration des diverses nations.

La première étape en fut la création, à l'instigation de Jean Monnet (entre autres), de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) fondée par le Traité de Paris en 1951. C'était la première communauté supranationale d'Europe. Elle réunissait la France, la RFA, l'Italie et les pays du Benelux. En 1954, le projet de création d'une Communauté européenne de défense (CED) fut finalement rejeté par l'Assemblée Nationale française.

Le traité de Rome, signé le 25 mars 1957, est considéré comme l'acte de naissance symbolique de l'Union Européenne. Il comporte deux parties : le traité instituant la Communauté économique européenne et le traité créant la Communauté européenne de

l'énergie atomique. Instituée aussi en 1957, la Politique Agricole Commune est mise en place à partir de 1962. Suivirent les traités de Maastricht (1992), d'Amsterdam (1997), de Lisbonne (2007), (préparé technocratiquement par une conférence intergouvernementale, instituée pour passer outre au refus démocratique (par référendum) du projet de traité constitutionnel de 2005). Le traité de Lisbonne est entré en vigueur le 1er décembre 2009.

Tout cela pour nous amener à l'usine à gaz technocratique de 28 États que nous connaissons aujourd'hui, régie par l'institution la plus aberrante que l'on ait pu imaginer : une Banque Centrale totalement indépendante.

UNE ANECDOTE

QUI EN DIT LONG

Le traité de janvier 1963 scellant la réconciliation entre la France et l'Allemagne, signé par De Gaulle et Adenauer, ne sera ratifié par le Bundestag que moyennant l'introduction d'un préambule réaffirmant la priorité de l'alliance germano-américaine sur le partenariat franco-allemand ! Un peu auparavant, les autres États de la Communauté avaient fait savoir qu'en matière de sécurité, ils préféreraient être gouvernés de loin par les États-Unis que de trop près par le couple franco-allemand.

Mais comment les "peuples fondateurs", et ceux qui les ont rejoints au fil des ans, se sont-ils laissés ainsi abuser ? Comment cet assemblage s'est-il maintenu jusqu'ici ?

Pour l'historien britannique Eric Hobsbawm, l'intégration européenne s'est créée «tantôt pour les États-Unis, tantôt contre eux», mais c'est «la force de la peur»³ qui a assuré son maintien : avant tout la peur de l'URSS, mais aussi, en Allemagne, la peur d'une privation éternelle de souveraineté et en France, la peur de l'Allemagne. À quoi il faut ajouter une peur commune des États-Unis, en France et en Allemagne, certaines que Washington feraient toujours passer les intérêts américains avant les leurs.





LA RHÉTORIQUE

DES "PÈRES FONDATEURS"

L'Union Européenne, disaient-ils :

- assurerait la paix à notre continent trop souvent dévasté par des guerres intestines et de sanglantes boucheries ;
- adresserait, par sa création, un message de paix exemplaire aux peuples jusqu'alors soumis aux pires colonialismes génocidaires et "écocidaires" des grandes puissances capitalistes européennes ;
- promettait l'extension des libertés publiques, la prospérité, le bien-être et la "citoyenneté sociale" pour les populations laborieuses européennes qui n'avaient su s'épargner aucune des « expériences amères » du XXème siècle ;
- ferait avancer à l'échelle européenne les grandes conquêtes de l'antifascisme d'après-guerre ;
- et, mieux encore, se proposait d'étendre à tout le continent l'équivalent du programme fondamental du Conseil National de la Résistance française et d'instituer une grande union politique supranationale républicaine démocratique et sociale.

Que reste-t-il de tout cela ?

— Rien !

LE DÉSENCHANTEMENT

Bien que, depuis ses débuts, il soit resté l'affaire d'une élite, le projet d'union jouissait d'une sorte de consensus mou. Il s'est effondré avec la crise économique et financière.

Il fait aujourd'hui l'objet d'un désenchantement manifeste : en janvier dernier, un sondage Gallup effectué dans les 28 pays de l'UE indiquait que 45% des citoyens étaient opposés à la politique actuelle de Bruxelles/Berlin. Cela n'a rien d'étonnant. Les populations constatent en effet que la souveraineté nationale a disparu au bénéfice de centres de décisions extérieurs, incontrôlables, si bien que la démocratie devient un concept complètement creux.

Elles ont, surtout dans les pays endettés, le sentiment que l'UE est un régime autoritaire puisqu'il est capable de suspendre les procédures démocratiques en invoquant les urgences économique-financières qui lui permettent de se débarrasser de chefs de gouvernements, de changer en 24 heures des constitutions bien établies, de nommer des technocrates à la tête d'un pays ou d'ignorer des référendums... bref de mettre en œuvre ce que Mme Merkel appelle... « la démocratie conforme au marché » !

Elles s'étonnent de plus en plus du fait que l'Union tolère en son sein de puissants paradis fiscaux (Luxembourg, la Cité de Londres, les

Iles Anglo-normandes, ...) qui permettent aux plus riches et aux entreprises d'échapper à l'impôt qu'ils devraient payer dans leur pays. Adieu donc « les lendemains qui chantent » de l'UE car :

- Qui, sans rougir, peut aujourd'hui parler de garanties démocratiques et de libertés publiques dans une Union Européenne qui tolère d'abominables retours en arrière en Hongrie, en Tchéquie, en Pologne, en Lettonie ou dans l'Espagne de Gallardon⁴ et de Fernandez Diaz⁵ ?

- Qui, sans se voiler la face, peut continuer à parler de "prospérité" et de "bien-être" dans une UE de plus en plus dévastée par le chômage, le sous-emploi, la précarisation du monde du travail, les baisses de salaire (les jobs à 1 euro⁶, les contrats à zéro heure⁶...), le "dumping" social, la spirale déflationniste et la marchandisation privée des services publics ?

- Qui, sans se sentir honteux, peut encore oser rappeler la promesse naïve et démagogique faite dans le traité de Lisbonne d'une Europe 2020 qui allait devenir très rapidement la première puissance mondiale grâce à un programme creux appelé pompeusement « économie de la connaissance » ?

- Qui osera parler de "citoyenneté sociale" dans une UE qui, loin de s'acheminer, à l'échelle d'un continent, vers l'institution d'un État de droit républicain, démocratique et social, procède, sans se cacher, à la mise en place d'une batterie de contre-réformes dictées par les milieux financiers pour imposer à ses États-membres des politiques d'austérité et de diminution des dépenses publiques ?

- Ne sommes-nous pas, au contraire, en train d'assister, en réaction contre le fédéralisme autoritaire imposé par la Troïka et le mal-vivre social qu'elle exige, au désenchaînement de forces centrifuges, quelques fois d'inspiration manifestement démocratiques (comme les mouvements indépendantistes écossais et catalan), mais plus souvent d'inspiration ethnique ou protofasciste (comme en Flandres, en Italie du Nord et dans beaucoup d'autres pays d'Europe centrale et orientale) ?

*

Ainsi l'UE, loin de se constituer en bastion de l'État de droit, démocratique et social inspiré des grands idéaux républicains des Lumières : « Liberté, Égalité, Fraternité », loin de défendre ses populations contre le capitalisme catastrophique, contre-réformateur, mondialisé, n'est-elle pas en train de devenir l'exemple même de la "balkanisation" de l'ordre international ? Loin enfin d'avoir honoré sa promesse d'homogénéisation du développement économique et du progrès social, l'Union

Européenne s'est fragmentée en un "Centre" et une "Périphérie".

Le "projet" européen se réduit finalement à deux interrogations :

Pourquoi avons-nous besoin de l'Union européenne ?

Pourquoi avons-nous besoin de l'euro ?

UNE NOUVELLE LÉGITIMATION ?

En panne de nouveaux arguments pour relancer l'UE de leurs rêves, les Europhiles reprennent l'idée forte initiale de "garantie de paix" : «68 années de paix depuis 1945». Dans son discours du 8 mai, François Hollande n'a évidemment pas manqué de rappeler «cette "évidence fondatrice" : l'Europe, c'est la paix !» Mais quelle paix ?

Le journaliste Alain Frachon, que l'on ne peut pas soupçonner d'europhobie, écrit⁷ dans la chronique *International du Monde* : «Les États-Unis ont assuré la paix en Europe, pas les Européens». Regardons donc cette "paix" de plus près :

- Dans les années 50, il n'y avait aucun risque de guerre entre la France et une Allemagne divisée. Le vrai danger était une guerre entre l'Est et l'Ouest et ce risque était renforcé par l'intégration européenne qui, en quelque sorte, était une conséquence de l'idée américaine de la création de l'OTAN (1949) afin de contenir le bloc de l'Est. Ainsi donc, ces «68 années de paix» que nous avons connues incluent presque un demi-siècle (1949-1989) qui fut une période contrôlée par deux super-puissances nucléaires : c'était une paix sous la menace d'une destruction massive de l'humanité. En outre, ces «68 années de paix» n'incluent pas les Balkans où une rude guerre s'est déroulée en Yougoslavie avec la participation des grandes puissances européennes, guerre qui s'est traduite par des changements de frontières.

- Et, dans ce même temps, les membres de cette Europe en paix, en voie d'intégration, étaient des pays qui faisaient la guerre hors de leurs frontières : la France en Indochine (1945-1954), puis en Algérie (1954-1962), les Pays-Bas en Indonésie (1945-1949), la Belgique au Congo, la France et l'Angleterre à Suez en 1956. (Le Portugal, entré dans l'Union en 1986, avait fait la guerre en Angola, en Guinée Bissau et au Mozambique entre 1961 et 1975) ...

On voit que cette paix des peuples n'est pas très convaincante. Il faut trouver autre chose.

On nous explique alors que l'intégration est nécessaire pour contrer l'émergence des autres, des BRIC⁷, de l'Afrique du Sud,... on parle de nouvelles menaces ou de nouveaux défis. «Il faut préserver notre civilisation»,

nous dit-on, «préserver nos flux commerciaux et nos ressources». Bref, qu'il n'est plus possible à des nations isolées de conserver seules leurs anciennes dominations impériales dans un monde aujourd'hui globalisé. L'Union serait la seule solution pour assurer leur domination. Ce discours est, bien sûr, entouré des déclarations narcissiques habituelles sur le «continent creuset de la démocratie, de la culture et de la civilisation» – une civilisation moralement supérieure à celle des États-Unis, ajoute-t-on. En réalité ces peurs, habilement répandues, «ils vont nous manger», «c'est la fin de notre civilisation», «la prochaine guerre froide», ou encore «la silencieuse conquête chinoise», n'ont rien d'original. On les trouve dans toutes les revues, sur les rayons des librairies de tous les aéroports européens. Tous les grands médias les rabâchent : pour contrer tous ces dangers il faut être «ensemble pour exister». La Chancelière Merkel les reprend dans tous ses discours, et s'en sert pour justifier le "démontage" de l'État-providence par la nécessité de s'intégrer dans «l'idéologie 7%-25%-50%»... en coupant dans les 50% qui correspondent aux dépenses sociales. Son ministre des finances, Wolfgang Schäuble, dit la même chose et précise : «il n'y a pour l'Allemagne pas de meilleure alternative politique et économique que celle d'une Europe unie».

Dans une série de conférences qu'il a faites à Barcelone et à Berlin, R. Poch⁹ démonte chacun de ces arguments. Il serait trop long de les développer ici. Mais notons qu'il précise aussi que «dans leurs rêves et dans l'architecture de fédéralisme autoritaire que font Bruxelles et Berlin il reste un ennemi interne : la souveraineté nationale des États. Et, à cause de sa solide tradition républicaine étatique, la France est considérée comme l'obstacle le plus résistant, le point de mire : on la présente donc comme «déphasée» et «incapable de comprendre les grands défis de ce temps»... «l'État est en train de détruire la France», ajoutent-ils. Il faudrait donc tout simplement lui faire adopter les principes de la thèse néolibérale originelle».

FAIRE ET DÉFAIRE,

OU DÉFAIRE POUR FAIRE ?

L'Europe doit se défaire et se refaire en même temps, parce que pour la refonder de façon qui en vaille la peine, il n'y a plus d'autre solution que de la démonter. Et si ce n'est pas possible, il faudra revenir à «la structure molle» d'intégration, antérieure au traité de Maastricht (avec ou sans l'euro ??? mais pas avec une Banque centrale indépendante). Cette Europe molle est bien préférable au «plus d'Europe» ● ● ●

- ● ● qu'on nous propose pour construire en fait un véritable espace néolibéral.

Cette refondation n'est cependant pas possible sans une forte réaction citoyenne contre l'Europe d'aujourd'hui, élitiste, capitaliste, oligarchique, qui nous mène avec sa «*concurrence libre et non faussée*» à une véritable guerre économique.

En attendant, les 507 millions d'Européens voteront (mais pas tous...) pour élire 571 députés (dont 74 par la France). L'innovation, cette fois-ci, est la désignation au niveau de l'Union par chaque parti, ou groupe de partis, d'un chef de file, qui deviendra président de la Commission si son groupe est majoritaire. L'Allemand Martin Schulz a été choisi par les sociaux démocrates, et le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker par les conservateurs. Selon les traités en vigueur dans l'UE, les chefs d'État et de gouvernement ne font que tenir compte du résultat des élections européennes. Mais la façon dont ont été traités les résultats négatifs au référendum sur le traité constitutionnel en France, aux Pays-Bas et en Irlande, laisse imaginer ce qui se passerait si un autre parti que le parti "populaire" européen, ou l'Alliance "progressiste" des socio-démocrates, remportait les élections...

Mais deux choses sont sûres :

- la première est que ni le Parti populaire de centre-droit, ni les Libéraux, ni les Verts, ni la Social-démocratie, ni les gauches n'ont actuellement une politique commune pour l'Europe. Seule l'extrême-droite, proto-fasciste ou ouvertement néo-fasciste, commence à en avoir une, raciste et démagogique, néolibérale et capitaliste;
- la seconde est que cette extrême-droite progresse dans toute l'Europe, à la fois directement et progressivement en "intoxiquant" les discours et la politique de la droite, du centre et même du centre-gauche, plus désorienté que jamais.

Alors, pour ne pas la laisser faire, il faut ... aller voter.

RÉFÉRENCES :

- 1 - R. Poch, *La Vanguardia*, 09/04/2014.
- 2 - Antoni Domenech et al., *Sinpermisso*, www.revistasinpermisso, 16/03/2014.
- 3 - Eric Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes : Histoire du court XXème siècle (1914-1991)*, éd. A. Versaille, 2008.
- 4- Alberto Riuz Gallardon, (PP), ex-maire de Madrid, actuel ministre de la Justice.
- 5 - Fernandez Diaz, (PP), actuel ministre de l'Intérieur
- 6 - Voir *Adieu l'emploi !* dans GR 1152
- 7 - *Le Monde*, 09/05/2014.
- 8 - Brésil, Russie, Inde, Chine.
- 9- Rafael Poch, correspondant de *La Vanguardia* à Berlin, après l'avoir été à Moscou et à Pékin.

Soutenons le CETIM !

Le **Centre Europe-Tiers Monde**¹ par ses publications et son travail à l'ONU, dénonce le mal-développement, tant des points de vue économique, social que de l'écologie et contribue à rassembler les débats critiques qui émanent partout de la société civile.

Par exemple, l'ONU ayant déclaré l'année 2014 "Année internationale de l'agriculture familiale", le CETIM se mobilise, avec **La Via Campesina**, pour faire adopter une Déclaration internationale sur les droits des paysans, négociée depuis juillet 2013 par le Conseil des Droits de l'homme.

Il est en effet scandaleux que plus d'un milliard de paysans qui, avec leurs familles, constituent près de la moitié de la population mondiale, qui jouent un rôle essentiel dans l'alimentation et pour la conservation et le développement des semences et des variétés agricoles, soient frappés par la faim et la pauvreté. Alors que leur rôle devrait être reconnu et soutenu par les pouvoirs publics, ils sont victimes des politiques libérales et à la signature de traités de libre-échange qui, en les livrant aux forces du marché, conduisent à leur éradication au profit des grandes sociétés transnationales.

1 • 6 rue Amat, 1202 Genève - Suisse
tel 41 (0) 22 731 59 63

www.cetim.ch cetim@bluewin.ch

Le *bulletin européen des sciences sociales*¹ n'est pas un de ces médias bien payés à condition de rester "aux ordres". C'est pourquoi le pourfendeur de "l'euphémisation de notre société", **GÉRARD LECHA**, estimant que tous les penseurs à la marge ont le plus grand intérêt à se donner la main et à se faire connaître du plus grand nombre, l'a choisi pour publier quelques réflexions bien senties. Sous le titre «*Où l'euphémisation de notre société devient de plus en plus gravissime et le mauvais emploi de la langue n'y est pas pour rien*» : citons-le :

«Depuis que la Toile, le Web, internet... nous ont offert leurs services, l'Oligarchie ne peut plus avancer à découvert. Le Roi est nu et le courage (et/ou l'innocence élémentaire) serait de le reconnaître, comme serait courageux et bon que le citoyen lambda comme vous et moi ne fasse pas semblant de croire que l'on va pouvoir passer demain ou après-demain de 5 millions de chômeurs au plein emploi, en votant pour l'extrême-droite, l'extrême-gauche, l'extrême centre ou que sais-je encore, alors qu'au même moment des chercheurs acharnés s'efforcent - et avec succès ! - de faire progresser la robotique dans tous les secteurs de l'industrie, du commerce et des services».

1. édité par la Fédération Européenne des Sciences Sociales, 22 av. É. Boutroux, 92120 Montrouge - France

La peau du modèle social !!!

par Christian AUBIN

«Si nous nous obstinons à concevoir notre monde en termes utilitaires, des masses de gens en seront constamment réduites à devenir superflues.»
Hannah Arendt.

Le 24 février 2012, le président de la Banque Centrale européenne, Mario Draghi, expliquait sa vision politique dans un entretien au *Wall Street Journal*¹. Pour lui, «il n'y a pas d'alternative» aux mesures d'austérité imposées aux pays de la zone euro. «Il n'y a pas de compromis possible entre les réformes économiques et l'austérité fiscale. Rediscuter les objectifs budgétaires entraînerait une réaction immédiate des marchés», prévient-il.

Alors que les plans d'austérité imposés à l'ensemble des pays de l'UE sont de plus en plus discutés, il considère que le débat n'a pas lieu d'être : «Le modèle social tant vanté de l'Europe est mort», tranche-t-il. La sécurité de l'emploi et les filets de sécurité sociale ne peuvent plus exister.

Jamais banquier central européen n'avait parlé aussi clair !

Le pouvoir actuel, au service du patronat, poursuit avec acharnement le travail de sape de ses prédécesseurs, pour détruire l'œuvre considérable des hommes et des femmes de la Résistance. C'est le meurtre prémédité de la sécurité sociale, institution solidaire par répartition, qui est annoncé par les mesures du premier ministre Valls. En exonérant les entreprises, jusqu'à 1,6 fois le smic, des cotisations finançant les retraites, en leur faisant cadeau des 50 milliards des cotisations familiales, il s'en prend au cœur de l'édifice solidaire, la cotisation sociale, dont le patronat demande de longue date la disparition. Il ne resterait alors qu'une sécurité sociale minimale pour nécessiteux et le recours aux complémentaires et sur-complémentaires pour les riches.

Michel Rocard avait entrepris cette déconstruction en créant la CSG qui ouvrait la voie à une sécurité sociale *fiscalisée*, basée sur un impôt inégalitaire. Une avalanche de plans et d'ordonnances (Jeanneney 1967, Barre 1974, Veil 1976, Dufoix 1985, Balladur, Rocard, Juppé, Raffarin 1995), ont multiplié les remboursements, instauré des franchises, baissé les prestations et pensions... L'objectif étant, bien entendu, de livrer l'édifice au privé, avec 540 milliards d'euros à la clé.

La cotisation est présentée comme une charge sociale, c'est le prétexte récurrent contenu dans l'expression "coût du travail". Il en va de même pour tout ce qui ne va pas à la finance : on fait mine d'ignorer que c'est le coût du

capital qui saigne à blanc l'entreprise, déplaçant l'investissement vers les marchés financiers. En 1981, un travailleur français produisait 14 jours par an pour les actionnaires. Aujourd'hui, c'est 46 jours² ! En 2012, 85% des profits ont été reversés sous forme de dividendes.

La démonstration a été faite, sur la base du programme du Conseil National de la Résistance, que dans un pays détruit par la guerre, les forces vives de la nation peuvent trouver les ressources nécessaires pour mettre en place et financer la sécurité sociale. Cette œuvre de solidarité et de justice sociale magnifique a tenu bon, malgré l'obstination des réactionnaires de tous bords œuvrant depuis des décennies à son démantèlement. Mais nous voici aujourd'hui désemparés, dans une France de plus en plus dominée par une volonté politique de retour aux injustices sociales d'avant-guerre et par des forces politiques et sociales qui se sont montrées incapables de défendre les conquêtes essentielles de ceux qui ont résisté à l'occupant nazi et, au prix de la vie d'un très grand nombre d'entre eux, nous ont laissé en héritage le magnifique programme de conquêtes sociales qu'ils avaient nommé "Les jours heureux".

LE DROIT DES PEUPLES ET L'UNION EUROPÉENNE

Pour quelle raison n'y aurait-il pas d'alternative à l'austérité et à la mise à mort du modèle social européen, c'est à dire à la politique de l'UE imposée par les structures non élues qui forment la "troïka" (FMI, commission européenne, BCE) ? Il est vrai que les États ont consenti à cette politique en ratifiant les différents traités de l'Union. Mais ils ne peuvent pas se prévaloir de l'assentiment des peuples. C'est même par un véritable coup d'État que le traité de Lisbonne a été ratifié par les autorités françaises ! En contournant, par des artifices institutionnels, la volonté des Français qui avaient voté majoritairement NON au référendum sur le TCE en 2005, en refusant ainsi de se soumettre à la volonté populaire démocratiquement établie, le gouvernement a délégitimé le fonctionnement des institutions européennes.

Cette question est révélatrice du fossé qui ne cesse de s'élargir entre une réalité qui s'aggrave sans limites pour les couches populaires et



- ● ● les belles promesses des traités de l'Union... auxquelles nombre de nos concitoyens se sont laissés prendre. Comment, en effet, ne pas être séduit, par exemple, par l'extrait suivant du Traité sur l'Union européenne et l'euro : «L'Union établit un marché intérieur. Elle œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein-emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement (...) L'Union établit une union économique et monétaire dont la monnaie est l'euro³» et ne pas être troublé en constatant la destruction de ce dont ces promesses annonçaient la construction ?

Ce sont les faits qui prouvent que la construction de l'UE repose sur une stratégie qui ne vise pas à satisfaire les attentes des citoyens, mais, au contraire, à ce vœu exprimé sans ambiguïté par Denis Kessler dans *Challenge* : «Le modèle social français est le pur produit du Conseil National de la Résistance. [...] Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie⁴». Cette déclaration enlevait toute illusion sur la politique de Sarkozy : l'entreprise de destruction des conquêtes sociales en France, comme dans les autres pays l'UE, a été fortement accentuée, au point de permettre au président de la BCE la déclaration brutale citée en introduction de cet article. Et, comme la suite l'a montré, cette destruction n'a pas été remise en question par les changements de majorités gouvernementales qui se sont succédés dans différents pays de l'UE.

CAPITALISME

ET ILLUSION DE DÉMOCRATIE

Il faut aller plus loin pour trouver les fondements, les raisons systémiques de l'intransigeance extrême à laquelle ont recourus les décideurs de l'UE quand il s'agit de s'en prendre aux ressources, salaires et moyens de vie des couches populaires. Bombardement médiatique aidant, ils s'efforcent d'accréditer l'idée d'une fatalité conduisant nécessairement aux politiques «dites d'austérité», pour cacher la logique de régression sociale qu'ils imposent. Il s'agirait d'un fardeau sans cesse plus lourd à porter, mais, bien sûr, également partagé par tous, fruit d'on ne sait quelle crise d'origine mystérieuse. Sans oublier le sempiternel refrain sur la culpabilité des pauvres : ils vivent au-dessus de leurs moyens en endettant des finances publiques qui les aident avec dévouement, et, ce qui est encore pire, en endettant à vie leurs enfants et petits-enfants...

C'est bien une crise du système capitaliste qui mène l'humanité dans une terrible impasse, semant le chômage et la misère, générant racisme et conflits, rendant l'environnement de plus en plus dangereux pour la vie et la biodiversité.

Nombreux sont ceux qui pensent que la perte de démocratie serait à la racine du mal qui ronge notre société, et certains imaginent qu'en améliorant son fonctionnement démocratique, l'Union européenne pourrait permettre aux peuples de conquérir le pouvoir de réformer ses institutions «de l'intérieur de son propre système», en quelque sorte. Mais il faut bien admettre que cette façon de voir et d'agir, à laquelle s'accroche y compris l'essentiel de la gauche dite radicale, semble bien davantage mener les peuples dans une sombre impasse, où l'extrême-droite est en embuscade.

Je suis d'avis qu'il faut au contraire considérer l'hypothèse selon laquelle la démocratie est la meilleure forme, la meilleure "enveloppe" politique possible pour le capitalisme. Une fois qu'il y a pris racine, ce régime se révèle en effet le plus stable qui soit. Et, effectivement, pendant une bonne partie du XX^{ème} siècle (à l'exception de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce quand les peuples y subissaient de terribles dictatures), le capitalisme et la démocratie sont allés de pair. Pourtant, au XIX^{ème} siècle, rares sont ceux qui croyaient possible cette alliance entre les deux, ce "capitalisme démocratique"⁵. Toutefois, pour que cette alliance du capitalisme et de la démocratie fonctionne, il faut que le capitalisme soit suffisamment dynamique sur le plan économique. La démocratie permet alors à la population de formuler des revendications en termes de santé, d'éducation, de retraite, d'infrastructures... que les États peuvent satisfaire, si toutefois le rapport des forces sociales les y contraint. Mais, si le capitalisme ne produit pas assez de richesses, s'il stagne ou s'il est en crise, comme aujourd'hui⁶, il cesse d'être à même de répondre à ces attentes, d'assumer des niveaux de dépenses publiques auxquelles les populations ont été habituées depuis l'après-guerre, dans un contexte de prospérité aujourd'hui fort dégradé⁷. Alors, la démocratie devient de plus en plus un problème pour le capitalisme⁸.

LA QUESTION EUROPÉENNE

ET L'ÉCHELLE NATIONALE

L'Union Européenne est un projet de classe, celui des classes dominantes et il est structuré pour servir leurs intérêts. C'est un espace politique dont les classes populaires sont presque totalement exclues, par définition. De surcroît,

depuis le début de la crise, en 2008, les institutions européennes les moins démocratiques, au premier rang desquelles la BCE tenue hors d'atteinte de tout contrôle démocratique, n'ont cessé de se renforcer, au détriment des institutions qui font encore mine d'être démocratiques, comme le Parlement européen.

Ainsi, l'UE pourrait incarner le devenir autoritaire des régimes politiques contemporains, là où sévit, avec le plus de rigueur, la crise systémique du capitalisme.

Mais ce système est caractérisé par sa mobilité. Il est en mouvement permanent. Lorsque pour une raison ou une autre les circonstances deviennent défavorables à l'accumulation du capital, à la réalisation de profits substantiels, il peut aller chercher ailleurs, ou à une autre échelle, des conditions plus propices (fermetures d'entreprises, délocalisations, fusions, acquisitions).

Le capital peut aussi mettre en concurrence les espaces, en s'appuyant sur les uns pour contraindre les autres à se plier à sa logique. C'est précisément ce qui s'est passé lors de la crise des années 1970, quand les Trente Glorieuses ont pris fin. En cherchant à échapper aux contraintes que lui avaient imposées le mouvement ouvrier au cours des décennies précédentes en termes de partage de la valeur ajoutée, et dans un contexte de déclin du taux de profit, le capital s'est internationalisé, donnant lieu à ce qu'on a appelé, par la suite, la mondialisation néolibérale. C'est cette mondialisation néolibérale, cet internationalisme du capital, et non, hélas, l'internationalisme porté par les mouvements de solidarité internationale, qui s'est imposé depuis lors sur la scène mondiale.

Comme évoqué plus haut, certains pensent que ce système pourrait être réformé de l'intérieur, que des marges de manœuvre existent pour cela. Mais n'est-ce pas sous-estimer la raison d'être de la construction européenne ? Quelles seraient, dans cette hypothèse, les forces sociales et politiques qui pourraient intervenir en ce sens, à l'échelle nécessaire, alors que ces forces sont aujourd'hui essentiellement organisées à l'échelon national ?

La construction d'un nouvel internationalisme (qui ne soit pas de collaboration de classe) réellement et efficacement opposable à celui du capital globalisé, implique certainement le détour (provisoire ?) par l'échelon national. Et dans ce cas, c'est à la définition d'un nouveau rapport, ou d'une nouvelle dialectique, entre le national et l'international, qu'il faudrait consacrer une énergie renouvelée pour surmonter notre embarras collectif actuel face à la question européenne.

Références :

1 – Mario Draghi, *Le modèle social européen est mort*, cité par Martine Orange, Mediapart, 24/02/2012.

2 – *L'Humanité*, 24 /4/2014, dans *débats et controverses*.

3 – Traité sur l'Union européenne (version consolidée), article 2, point 3.

http://www.ccbe.eu/fileadmin/user_upload/document/50th_anniversary/1-3._TRAITES.pdf

4. Sous le titre *Défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance*, dans un éditorial du journal *Challenge* (04/10/2007). Rappelons que Denis Kessler est un des idéologues du MEDEF, où il fut au côté d'Ernest-Antoine Seillière de 1994 à 1998.

5. Regards.fr, 14 avril 2014, Razmig Keucheyan, *La crise de la gauche européenne* <http://www.regards.fr/web/la-crise-de-la-gauche-europeenne,7662>

6 – *La crise et les marxistes*, Michel Husson, *Regards*, février 2010 : « *le capitalisme peut être en crise alors même qu'il bénéficie de taux de profit très élevés. Il y a (...) là le symptôme d'une crise systémique qui touche à ses racines mêmes et non à sa seule forme financiarisée. Ce que montre la crise, c'est que le capitalisme est incapable, et même refuse, de répondre de manière rationnelle aux besoins de l'espèce humaine, qu'il s'agisse de besoins sociaux ou de lutte contre le changement climatique. Le combat anticapitaliste vise un système dégradant fondé sur l'exploitation et dont l'irrationalité croît de manière assez indépendante, finalement, des fluctuations du taux de profit.* »

7 – Le contexte est d'autant plus différent que pendant les Trente Glorieuses (à l'exception des dictatures où les forces productives et les moyens de production ne pouvaient se développer) il y avait des emplois pour tous, tout était à reconstruire ou à refaire pour être adapté aux nouvelles technologies ... Mais aujourd'hui, il n'y a plus assez d'emplois utiles dans le système capitaliste en crise, pour verser à tous des salaires décents.

Par contre, les défis gigantesques (mutations des modes de vie et des systèmes économiques, transitions énergétiques, écologiques ...), auxquels l'humanité doit faire face, sont potentiellement porteurs d'un volume considérable d'activités utiles, pour l'essentiel dans le développement de nouvelles disciplines scientifiques et technologiques, de créations de richesses culturelles, virtuelles, etc, qui devraient assurer le revenu d'existence de chacun.

8 – Il s'agit bien entendu du mode « démocratie bourgeoise » ou « démocratie libérale » du capitalisme, mode du dialogue social et de la collaboration de classe.

Dans les pays de l'UE, les acteurs politiques au pouvoir sont maintenant chargés de rompre le compromis social de type « économie sociale de marché » auquel ils avaient déclaré souscrire. Ils le considèrent désormais incompatible avec un nouveau monde « globalisé par la finance ». Pour préserver et/ou élargir les intérêts de la classe capitaliste, ils ont désormais recours à des formes de domination plus autoritaires et sans réelle légitimité démocratique, comme celles de l'UE. L'indispensable label « d'institution démocratique » est seulement fourni par une mascarade d'élection de « députés » siégeant à un parlement qui n'en a que le nom. Il est sans peuple européen pour assurer sa souveraineté et sans pouvoirs parlementaires qui justifieraient son existence.



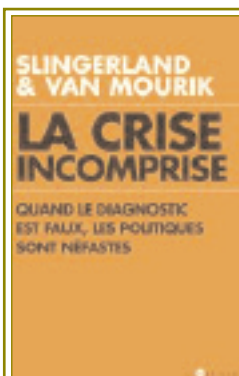
Deux économistes hollandais, spécialistes des marchés pétroliers, pensent que les mesures prises pour sauver les banques ont été une erreur ... Mais pour ces économistes, si ces mesures ne relancent pas l'économie c'est parce que la hausse du prix des produits pétroliers va devenir insupportable.

JACQUES HAMON recommande la lecture de leur livre et des sources de réflexion qu'il cite en référence :

Le mythe de la croissance durable

Oskar Slingerland et Maarten Van Mourik viennent de publier une monographie fort hétérodoxe, *La crise incomprise, quand le diagnostic est faux, les politiques sont néfastes*. Sans nier que la récente crise ait résulté d'inacceptables manipulations financières, les auteurs soulignent que le déclencheur est à rechercher du côté du prix croissant des énergies fossiles carbonées et suggèrent que, dans la majorité des pays développés, la recherche d'une croissance notable et durable relève du mythe.

Les auteurs ne suggèrent pas la fin prochaine des produits pétroliers mais seulement le plafonnement durable de leur production, à un prix élevé. Ils confirment l'étude de J-M Jancovici (sans le nommer) liant la croissance à la consommation d'énergie. Ils mentionnent que là où gaz naturel et pétrole peuvent être produits à bas coûts, les pays concernés doivent les vendre cher pour avoir de quoi éviter des troubles sociaux - et qu'ailleurs la production de gaz et de pétrole est de plus en plus coûteuse - d'où un prix durable du pétrole aux environs de 100 US\$ le baril.



éd. L'Artilleur/Toucan,
16 rue Vézelay 75008
Paris, 171 pages, 14€90.

Le passage aux énergies renouvelables ne pouvant qu'être fort lent, avec de nombreux obstacles techniques actuellement sans solution évidente, les auteurs font le pari que la croissance, dans les pays développés, ne saurait être que très faible, sinon négative - pendant des décennies et peut-être de façon définitive.

Slingerland et Van Mourik ne croient pas que les communautés nationales ou régionales puissent avoir la capacité et/ou la volonté d'adapter la politique économique pour gérer le coût croissant du pétrole et du gaz et l'absence de croissance. C'est donc la vérité des prix qui dictera les évolutions socio-économiques, avec des crises plus ou moins aiguës.

On peut ne pas être d'accord avec leurs conclusions, mais il serait opportun non seulement de lire leur analyse, mais aussi de consulter les principales de leurs références bibliographiques - et aussi de relire de Jancovici *Les limites énergétiques de la croissance*¹

Jacques HAMON

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner. C'est soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonnés, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÈ

Mme Anis 7- G. Beaux 27 - G. Guibert 13 - Melle O. Clouet 7- H. Delessert-Laval 27 - H. Anquetil 27 - F. Pichon 50 - B. Ballet 27 - A. Villegier 57- Melle C. Eckert 40 - R. Labesse 107
R. Villedary 4,20 - A. Soltani 17 - J. Chauvin 17 - R. Lobjeois 47 - Mme M. F Lechevrel 14 - J. Chaudieu 49 - J.Y. Le Cor 7 - J. Grenier 10 - M. Matkov 17 - S. Faure 19 - G. Lecha 7 - A. Planchon 4. Total 601,20 euros *Merci à tous !*

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal, en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens de payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

1

dans *Le débat* N°171
sep-oct 2012,
pp 80-95.

La face, bien cachée, du "Mondial" et des JO

Impossible d'ignorer que le grand événement de l'année est celui qui se prépare au Brésil : le "Mondial". Les bulletins d'information en établissent l'importance en donnant, de plus en plus souvent, la priorité à la coupe du monde de foot. Peut-être même réussiront-ils à faire que tous les Français connaîtront bientôt les noms, les mensurations, la vie des 30 joueurs de "l'équipe de France"... tout en continuant à ignorer les termes scandaleux de l'accord de partenariat commercial qui se concocte dans le plus grand secret entre l'Europe et les États-Unis¹...

Et concernant ce "Mondial", avez-vous été mis au courant de ce que scandaient des milliers de manifestant(e)s brésiliens l'été dernier ? À Rio, le 16 juin, ils criaient : « je me fiche de la coupe, je veux santé et éducation ! », dénonçant ainsi les somptueuses dépenses occasionnées par l'organisation de jeux sportifs (le coupe de foot en juin prochain et les JO d'été en 2016) alors qu'il n'y a pas d'argent pour l'école ou pour les transports publics. Car les Brésiliens, depuis les jeux panaméricains de Rio en 2007, savent d'expérience ce que leur coûte, à eux, ce genre de manifestations grandioses. Ils savent que dans les villes où aura lieu le Mondial, comme le publie le rapport de l'ONU sur le droit au logement, ce sont 150.000 familles qui vont être expulsées, elles seront sans abri ou iront dans de nouveaux bidons-villes parce que, pour le sport-spectacle, il faut "nettoyer" les abords des stades, bâtir des routes, des aéroports.... De tels méfaits sont pourtant officiellement dénoncés, mais sans effet. Par exemple, un rapport du *Centre for Housing Rights and Eviction* a établi qu'en 20 ans (1988-2008) les JO ont contribué à expulser deux millions de personnes dans le monde. Au point de vue économique, l'exemple de la Grèce est éloquent : alors que 5,5 milliards d'euros avaient été prévus pour les JO de 2004, c'est en fait 20 milliards d'euros qui ont été dépensés, en particulier pour construire de grands stades et des piscines olympiques qui sont aujourd'hui complètement à l'abandon, ou qui ont

été bradés à des sociétés privées. Comment ne pas y voir une des causes de la crise grecque ?

Judicieusement intitulé *La coupe est pleine*, un livre permet de découvrir l'impact insoupçonné de l'organisation de ces grandes manifestations (les JO et le "Mondial"), devenues des divertissements de masse. Deux institutions privées les dominent : la FIFA² et le CIO³. F. Ollier, le directeur de la revue *Quel sport?*,

constatant qu'elles « sont au cœur d'affaires de corruption, d'ententes frauduleuses avec leurs partenaires politiques et économiques, de dérives mafieuses », les qualifie "d'institutions-pilote du capitalisme prédateur". Leur seul objectif est de « maximiser leurs profits en s'alliant aux "world companies" du "big business" et aux lobbies d'intérêts associés (fonds de pension, pétrodollars, oligarchies postsoviétiques, sponsors, annonceurs, groupes bancaires transnationaux) ». Ces grandes entreprises multinationales, dites sociétés sportives, savent s'assurer de gros bénéfices et socialiser les pertes.

Ce petit livre est une mine de citations et d'informations, références et chiffres à l'appui, éloquentes sur ce qui s'est passé, à l'occasion des JO ou du Mondial de foot, à Atlanta, à Séoul, en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine, en Inde, en Argentine, à Londres : opérations foncières scandaleuses, destruction de quartiers entiers, expropriations, expulsions des habitants sans relèvement, exploitation des travailleurs du bâtiment avec rythmes et cadences infernales imposées, juridiction d'exception, délimitation de "zones d'exclusion commerciale" (pour les réserver aux partenaires du CIO et de la FIFA tels que « Mac Donald's, Coca-Cola, Panasonic, Toyota, Visa, Adidas, Kodak »), explosion des dépenses, et par conséquent des dettes, sans oublier la montée foudroyante des prix locaux (habitat, transports, etc...)

Voici comment le secrétaire général de la FIFA, J.Valcke, ose dire sans le moindre complexe que la démocratie est pour lui une complication qui le gêne : « je vais dire quelque chose de fou, mais un moindre niveau de démocratie est parfois préférable pour organiser une Coupe du monde. Quand on a un homme fort à la tête d'un État qui peut décider, comme pourra le faire Poutine en 2018, c'est plus facile pour nous, les organisateurs, qu'avec un pays comme l'Allemagne où il faut négocier à plusieurs niveaux ».

Les auteurs de *La coupe est pleine* estiment urgent de tirer la leçon des conséquences économiques, sociales et environnementales de cette odieuse exploitation "du sport de haut niveau". Une de leurs conclusions, en particulier, est à méditer : si la FIFA et le CIO ont une telle emprise sur les États c'est parce qu'ils vendent aux pouvoirs en place un « visa d'honorabilité » sur la scène internationale, de la « cohésion nationaliste », une « source d'acclamation populiste par le truchement de la réussite sportive ».

Ne soyons pas leurs complices...

Marie BONSENS



1

Lire dans GR 1150, p.3 février 2014 TAFTA ou la démocratie en grand danger par Ch. Aubin.

2

FIFA = Fédération Internationale de Football Association.

3

CIO = Comité Olympique International

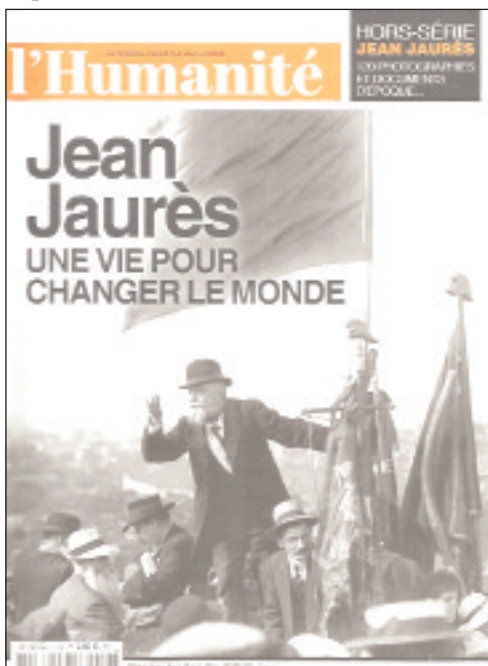


éd. CETIM, prix : 10€
140 pages au format 80x120



La politique et la “com”

P ourquoi s'étonner qu'un président de la République ordonne une politique à l'opposé de celle qu'il promettait dans sa campagne ? À notre époque, il n'y a plus rien de surprenant à ce qu'un élu sous une étiquette socialiste accepte de réduire les dépenses sociales. Ni qu'un libéral décide d'aider les entreprises. Ni que ceux que le peuple a élus pour défendre en priorité les intérêts des plus déshérités décident d'opérer une ponction de plusieurs dizaines de milliards d'euros sur le budget de l'État pour les offrir aux entreprises afin qu'elles puissent être plus “compétitives”. Sans en exiger le moindre engagement sous prétexte qu'elles ont le sens des responsabilités !... Il est temps de comprendre que ces contradictions, pour ne pas dire ces tromperies, sont inhérentes à ce qu'est devenue la “fonction représentative”. Parier sur la bonne foi d'un responsable politique, c'est croire qu'il n'est animé que par le souci des autres. C'est oublier qu'hélas, nous ne sommes plus à l'époque où faire de la politique relevait d'une véritable vocation, de la volonté sincère de défendre la cause des plus déshérités. Pire, une telle conviction est même tournée en ridicule si celui ou celle qui l'exprime ne maîtrise pas l'art de parler en public (je pense aux porte-parole de *Lutte Ouvrière*, par exemple). Cette année du centenaire de l'assassinat de Jean Jaurès va être l'occasion d'évoquer la vie de ce “tribun”. Et, effectivement, c'est cette évocation, remarquablement bien faite, dans un numéro hors série de *L'Humanité*, qui m'a donné une mesure de cette véritable révolution de la vie politique, en tout cas en France.



À l'origine de notre démocratie, un élu était un citoyen que ses semblables désignaient parce qu'ils le connaissaient bien, parce qu'étant un des leurs, ils savaient qu'il partageait leurs sentiments sur la difficulté de leur vie et leurs propres aspirations à un monde moins dur. Ils lui faisaient confiance en le mandatant parce qu'ils voyaient bien qu'il savait, naturellement, exprimer leur propre façon de voir.

C'est cet élu que fut Jaurès. Né à la campagne, il devait, étant enfant, faire chaque jour 4 km, évidemment à pied, pour aller au collège à Castres. Cela ne l'a pas empêché d'être si bon élève qu'il décrocha, sur concours, une bourse pour poursuivre ses études. Un inspecteur de l'école de la République ayant remarqué ses capacités intellectuelles réussit à convaincre ses parents de l'envoyer au lycée Louis-le-Grand à Paris. Il y travailla si bien qu'il fut reçu premier à Normale sup'. Et d'être, à 25 ans, Professeur de philosophie à l'université de Toulouse et l'année suivante, élu député. Il a alors tout pour faire une aussi brillante carrière que celle d'un Pompidou...

Mais très vite, il dit des autres députés «*nous siégeons côte à côte et déjà un abîme nous sépare*», et l'un d'eux s'inquiète : «*je vois avec peine M. Jaurès prendre une couleur bien vive*». Pourquoi cette divergence ? — Parce que lui, il n'oublie pas, il n'a jamais oublié qu'il est né dans une famille de paysans pauvres. Parce qu'il reste proche des paysans qui l'ont élu, il connaît leurs difficultés et les fait connaître, il n'hésite pas à les défendre en publiant des articles dans *La Dépêche* : il intitule en effet, l'un des premiers, *Les paysans*.

Mais il se sent aussi l'élu de tous les travailleurs à la peine, qui vivent misérablement, et de toutes les victimes de l'injustice : quand, un peu plus tard, il apprend que des coups de grisou font des ravages dans les mines, il réclame, en tant que journaliste se sentant le “délégué des mineurs”, que la sécurité des mines soit placée sous le contrôle des ouvriers eux-mêmes. Il ne craint pas de provoquer la stupéfaction de ses collègues députés en déclarant à la tribune : «*Nous devons réaliser par la République l'abolition du salariat, l'affranchissement des cœurs et des bras*» et d'ajouter «*Si vous n'avez pas un but élevé, si vous ne poursuivez pas une haute pensée de justice sociale, vos petites réformes iront grossir le poids de vos lois stériles*». Puis il soutient les mineurs de Carmaux. Il fait même face à la troupe en se joignant aux verriers grévistes. Parce qu'il est motivé par une conviction sincère, parce qu'il a le souci de la justice pro-

fondement chevillé au corps, il estime que sa mission est de défendre les plus mal lotis.

*

Alors qu'aujourd'hui, la motivation d'un élu c'est, le plus souvent, le souci de faire carrière. Si les représentants du peuple... ne le représentent plus, c'est qu'il ne s'agit plus d'un dévouement de leur part, mais du choix d'un métier qui apporte prestige, pouvoir, et souvent plus encore. D'un métier qui s'apprend, par exemple à l'École Nationale d'Administration (l'ENA), créée spécialement pour ça, en 1945. Pour son créateur, Michel Debré, il s'agissait de «*démocratiser l'accès à la haute fonction publique de l'État*». Mais si on manifeste beaucoup de déférence envers la science de ses professeurs et de ses anciens élèves, on mesure rarement en quoi son invention a été révolutionnaire, et pas au bénéfice de la démocratie. Et comme le concours d'entrée est difficile (au concours externe, il y a moins de 10% de reçus, mais les élèves y sont rémunérés¹), ceux qui en sortent entendent bien être payés de leurs efforts par une carrière prestigieuse. Je suis certain, bien que je n'y sois pas allé voir et que personne dans mon entourage puisse me renseigner objectivement, que leur formation en économie orthodoxe et en droit y est très classique, sérieuse et complète. Mais à les regarder et à les écouter, on voit très vite qu'ils sortent d'un même moule : qu'ils ont été formatés, et très bien entraînés... à quoi ? D'abord à être sûrs d'eux et de leur savoir. Puis à convaincre qu'il faut leur faire confiance parce que, eux, ils savent ! Ils savent bien mieux que vous ce dont vous avez besoin !! Pour eux, la politique est un combat, et pour "l'emporter", il faut, coûte que coûte, tenir le bon discours, celui qui va séduire l'électorat. Ils maîtrisent l'art de la "com", et pas question d'exprimer la moindre opinion personnelle !

S'il s'agit bien d'une révolution, c'est parce que les rôles ont été inversés. Dans une vraie démocratie représentative, par définition², c'est le peuple qui dit ses souhaits, c'est donc l'électorat qui définit le message politique qu'il entend confier à celui qu'il choisit pour parler et décider en son nom. Or c'est devenu le contraire, les rôles sont inversés : ce sont les candidats qui disent aux électeurs, à l'aide de puissants moyens médiatiques, quelle est la politique qu'ils doivent souhaiter, tout en leur promettant que c'est celle qu'ils défendront.

Je me rappelle une conversation, un soir, chez des amis, dont l'un nous a expliqué qu'il était engagé dans je ne sais plus quelle campagne électorale. J'en ai profité pour lui demander comment ça se passait, comment il répondait aux questions que le public lui posait. Il m'a répondu très clairement : «*je n'ai rien à*

improviser, j'ai reçu du parti (c'était le PS, c'est évidemment pareil pour les autres) une longue liste de réponses que je dois faire aux questions qui me sont posées». Je lui ai dit «*mais cela ne te gêne pas qu'on te dicte ce que tu dois dire ?*». Non, il trouvait ça tout à fait normal, puisque c'est envers le parti qu'il s'est engagé, pas envers les électeurs, à qui il ne devait donc rien.

Ça m'a ouvert les yeux. Comme, au-delà d'un certain niveau, il n'est pas possible, faute de moyens, de se présenter sans le soutien d'un parti, tout candidat élu sait que c'est à son parti qu'il doit sa situation. Et que s'il veut faire carrière, il doit d'abord continuer à lui obéir, jusqu'à atteindre, si possible, le rang de l'élite du parti. C'est cette direction du parti, qui décide, plus ou moins démocratiquement, du fond du discours politique à tenir. Mais le rôle d'un candidat à une élection est uniquement de faire gagner son parti. L'essentiel, pour lui, n'est strictement qu'une affaire de présentation. À lui de trouver la meilleure forme, les mots qui plaisent, les formules qui frappent pour faire passer ce qu'on lui a dit de dire, sachant que pour être le plus convaincant possible, il importe d'avoir l'air convaincu. Cela n'a rien à voir avec ses intimes convictions. Tel un acteur de théâtre, il a un rôle à jouer. Et il le joue le mieux possible tout simplement parce que sa situation personnelle en dépend.

Quant au parti, il lui faut d'abord gagner l'élection, après quoi, il fera ce qu'il voudra, selon les circonstances, quitte à changer de discours... car les électeurs sont réputés avoir la mémoire courte. L'essentiel est donc, avant tout, une affaire de communication. Les promesses que contient le discours d'un politicien sont savamment préparées par des spécialistes qui ne les formulent que pour séduire l'électorat. Et voilà pourquoi, comme l'a dit si cyniquement Charles Pasqua : «*les promesses n'engagent que ceux qui y croient*» !

Et la meilleure preuve que c'est la "com" qui est devenue essentielle pour faire passer une décision politique, c'est que nos dirigeants, même aux plus hauts niveaux de l'État, ont tout naturellement pris l'habitude d'avoir "une plume" à leur service, quelqu'un dont c'est le rôle d'écrire leurs discours. Ils n'ont plus qu'à le lire... On a dit que Mitterrand avait tendance à les modifier et improviser... car il avait, bien plus que ses successeurs, une formation littéraire.

Et c'est à cette différence avec l'éloquence d'un Jaurès, faite d'improvisation, sortie de ses tripes par conviction, qu'on comprend que les peuples ne sont plus représentés par leurs élus dans ce que, par habitude, on appelle encore "démocraties".

Louis CADET

¹ En 2006, le coût de la scolarité à l'ENA était de 25.000 euros par an, pris en charge par l'École, donc par l'État. À titre de comparaison, le coût moyen annuel d'un étudiant était à la même époque, de 7.210 euros dans l'université française, et de 13.560 euros en classe préparatoire.

² Le mot vient du grec *demos*, le peuple, et de *kratos*, le pouvoir.

Etats d'âme d'un citoyen de base :

On n'est pas sorti de l'auberge... libérale !

DÉSOLATION

En effet, après la déroute socialiste et de la gauche aux municipales, François Hollande a déclaré qu'il avait entendu la voix du peuple ! Ou bien il est sourd et aveugle, ou bien il a compris le message, mais il s'en fiche comme d'une guigne, préférant nous imposer la bouillie sociale-démocrate, étant soutenu, bien entendu, par l'Allemagne d'Angela Merkel et par les États-Unis de Barack Obama. Je penche pour ce deuxième cas parce qu'on est bien dans une lutte de classe ; les nantis n'étant pas "partageux" et le MEDEF remplaçant presque le gouvernement !

Le tout nouveau et fringant premier ministre Manuel Valls a dit qu'il continuerait le travail (de sape) commencé sous Jean-Marc Ayrault en affirmant, je cite, «*qu'il faut réduire les déficits publics et qu'il n'y a pas d'autres choix !*» Je me souviens que lors des primaires socialistes, Manuel Valls nous avait promis de la sueur et des larmes s'il devenait président de la République afin de redresser pour la énième fois la France. Elle doit être sacrément biscornue ! Donc il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour deviner ce qui nous attend, nous les citoyens lambda, même s'il n'est que premier ministre. Il vient de soulager le patronat de quelques milliards de cotisations. Avec lui les patrons, surtout les gros, peuvent dormir tranquilles sur leurs deux oreilles !

Pascal Lamy l'ex-directeur de l'OMC, et qui ressemble à un socialiste comme moi à une bonne sœur, en ajoute une louche en décrétant sur LCP, je cite : «*à ce niveau de chômage en France, il faut aller vers davantage de flexibilité ; il faut aller vers des boulots qui ne seront pas forcément payés au SMIC*». Et il ajoute : «*Un petit boulot c'est mieux que pas de boulot !*» Ben, voyons ! On se croit revenu au XIXème siècle, à l'époque des Ateliers Nationaux où de pauvres gens étaient employés à boucher l'après-midi les trous qu'ils avaient creusés le matin. Tout ça, parce que, pour nos donneurs de leçons, il faut toujours gagner sa vie à la sueur de son front selon le mot d'ordre biblique ! Bref, les propos de Lamy sont la porte ouverte à l'exploitation des plus démunis par les profiteurs de la précarité.

Toutes les grosses têtes socialistes sont encore obnubilées par la croissance. D'après eux si elle repartait, elle résorberait le chômage... et tant pis pour l'état de délabrement de la planète si cela arrivait. Comme Hollande, tous pensent que la création d'entreprises créera des

emplois, c'est même le chef de l'État qui a sorti cette ânerie. Comme l'avait souligné Jacques Duboin, les usines sont là pour fabriquer des produits et non pas pour créer de l'emploi. Et pour compresser au maximum le prix de revient, rien de tel que d'utiliser des robots ultra sophistiqués plutôt que des Humains. Il est bon de rappeler qu'un robot peut bosser 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, et toute l'année, sans rechigner !

La Grande Relève sait bien qu'un taux de croissance, même élevé, ne résoudra pas le chômage de masse, la production moderne détruisant plus d'emplois qu'elle n'en crée. D'autres voix disent la même chose. Notamment Pierre Rabhi le Sage qui a déclaré dans une récente émission de télé : «*la croissance n'est pas la solution, la croissance est le problème !*».

Bref, vu le chemin pris par François Hollande, les Restos du Cœur et autres organismes de charité ont de beaux jours devant eux, si j'ose m'exprimer ainsi.

Manuel Valls a dit que, dans le nouveau gouvernement, tous les ministres étaient Hollandais ; moi qui suis cuisinier, je précise que la sauce hollandaise, qui est une émulsion de jaunes d'œufs et de beurre fondu, est très fragile : elle peut se déliter à chaque instant par manque de vigilance !

J'ai du mal à comprendre les salariés qui se sont jetés dans les bras du FN, plutôt que de voter blanc, nul ou s'abstenir. Déçus par Mitterrand, par Jospin et maintenant par Hollande, beaucoup croient que l'extrême droite est la solution en partant du principe, je cite, «*que le FN n'a jamais eu l'occasion de gouverner et qu'il n'y a qu'à essayer*». On voit là que les nouvelles générations n'ont pas la culture du passé, sinon elles ne porteraient pas Marine Le Pen et ses sbires au pinacle !

Il faut dire aussi que l'esprit critique des citoyens est depuis des décennies chloroformé par le foot, les JO, le Tour de France, les niaiseries télévisées, les jeux à gratter, etc.

Disons encore que la mayonnaise du Front de Gauche n'a pas pris ; le PC perd encore des plumes et les deux partis qualifiés d'extrême gauche, LO et NPA, qui ne sont pas solidaires avec Mélenchon, semblent pour l'instant carbonisés.

Il faudrait que chaque salarié se rende compte que **dépendre d'un autre Humain au niveau de ses ressources financières (et donc de la qualité de sa vie) est une anomalie** à notre époque soi-disant évoluée.

INQUIÉTUDES

Des images en disent parfois plus long que des discours. À la télé, j'ai vu Barack Obama saluer Manuel Barroso lors de sa visite au Vatican et j'ai eu une sale impression en voyant rire le président des États-Unis et Manuel Barroso, ce dernier étant complètement hilaré ! Ça sent mauvais. Le reportage n'a pas permis de savoir ce qu'ils se sont raconté ; peut-être évoquaient-ils le fameux traité de libre-échange, le TTIP, fils du sinistre AMI, volontairement étouffé par des médias serviles, et qui rendra caduques, s'il est accepté, toutes les protections dont les pays européens sont dotés. Les AOC, AOP, IGP et les différents labels de qualité ne pourront résister à l'offensive des puissantes multinationales américaines, celles-ci pourront attaquer les États Européens, en prétendant que leur législation est trop contraignante et qu'elle va à l'encontre des intérêts de leurs actionnaires. Ils s'attaqueront même à la législation française du Code du Travail ! Dans ce traité, il y a la volonté très claire des multinationales américaines de dicter leurs lois. S'il est signé, bonjour Monsanto et consorts !

Même topo aussi pour l'exception culturelle française : Barroso s'est empressé de renier ses engagements, ce qui lui a valu de se faire traiter de traître et de salopard par Bertrand Tavernier dans un JT sur RTBF le 19 juin 2013 (on peut voir la vidéo sur le WEB).

J'ajoute que François Hollande et Barack Obama sont copains comme cochons ce qui est inquiétant, les États-

Unis voulant, bien sûr, étendre leur suprématie commerciale. Comme si les colas et la restauration rapide ne suffisaient pas !

Rien ne m'agace plus que de voir chaque année l'enthousiasme de nos journaliers nous abrutir avec la finale du super-bowl, comme si ce sport faisait partie de notre culture ; j'aimerais voir la tête des citoyens américains si on les abreuvait avec la boule lyonnaise!

LES DERNIERS LAMBEAUX DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Côté presse, on n'a plus grand-chose à se mettre sous la dent, ou plutôt sous les yeux, pour lire et connaître autre chose que la pensée libérale cruelle et sclérosée. Il y a *La Grande Relève*, *Siné Mensuel*, *Le Canard Enchaîné* et quelques autres ... Mais à la télé, il n'y a strictement rien pour contester l'oligarchie dominante. À la radio, il y a bien toujours l'émission-culte de France Inter, *Là-bas si j'y suis*, de Daniel Mermet, que suivent 500.000 fidèles. Hélas, moins de deux ans après que François Hollande soit devenu président, l'émission a été sérieusement écourtée : un jour de moins et 10 mn rabotées chaque jour. Quand je pense que le directeur, Philippe Val, dirigeait *Charlie Hebdo* ! On voit ce que ce beau parleur est capable de faire et je parie mon abonnement à *La Grande Relève* qu'à la rentrée prochaine l'émission de Daniel Mermet aura disparu de l'antenne. Tant mieux si je me trompe !

Serge BAGU

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France, régime intérieur pour la Poste.	23 euros.
(soutien : + 14 euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)	
DOM	25,45 euros.
TOM	29 euros.
<u>Régime international</u> , suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :	
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, ...)	29,01 euros.
Zone 2 (autres pays européens)	27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,...)	29,81 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...)	30,38 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé

88 Bd Carnot

78110 Le Vésinet France

N° de compte à la banque postale 1340239M020

IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016

BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À EXEMPLAIRE(S) DE LA GRANDE RELÈVE À PARTIR DU N°

VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM
IMMEUBLE
N° ET VOIE

.....
.....
.....
.....
.....
.....

CODE POSTAL ET COMMUNE

Je commande les ouvrages suivants :

.....


.....

J'envoie pour cela la somme de euros

par chèque

date

signature



CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décident démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

- **JACQUES DUBOIN**

Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

- **ET SI ON CHANGEAIT ?**

Bande dessinée par J.VIGNES-ÉLIE (3,8 euros).



- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

- **MAIS OÙ VA L'ARGENT ?**

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer. (édition du Sextant, 240 pages, 13 euros)



- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)

- *Épuisés sur papier, des textes sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple :*

- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**
le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement,
impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : <http://www.economiedistributive.fr>



(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)